

Monsieur le Président, chers collègues,

Les temps sont durs, mais pas pour tout le monde. Le Conseil départemental de Côte-d'Or, que vous présidez, vient de s'offrir une belle campagne de communication. Encore une ! Au frais des contribuables ! A quelques mois de nouvelles échéances électorales importante pour nos régions, vous vous offrez donc une campagne de communication autour du choix du futur logo du Conseil départemental. Et un coup de pub par la même occasion.

N'aurait-il pas été plus simple et surtout moins couteux de remplacer simplement le mot « général » par le mot « départemental » ? N'aurait-il pas été plus simple et moins couteux de remplacer les panneaux, papiers et autres documents au fur et à mesure de leur usure ou à l'épuisement des stocks.

Non, vous avez décidé le changement complet. Alors que vous aviez dénoncé ce changement obligé de logo lors de la dernière campagne électorale, son coût que vous estimiez alors à 2 millions d'euros, vous prenez opportunément ce prétexte pour votre campagne des régionales en envoyant dans tous les foyers côte-d'oriens un courrier pour les inviter à choisir le nouveau logo.

D'autres départements, plus économes, ont choisi d'écouler les stocks existants avant de changer...

En ces moments difficiles pour beaucoup de nos concitoyens,

En ces moments où on nous demande de faire des économies, partout.

Vous avez choisi de dépenser les deniers publics ... à des fins ... électorales.

Nous le regrettons.

Vous m'avez récemment accusé de mensonge quand j'ai dénoncé cette campagne de communication sur le logo. Que devrais-je dire à la lecture de votre dernier édito dans le Côte-d'Or Magazine de juin ! Vous y dénoncez l'hypothétique fermeture de la ligne de train Dijon-Reims, suite à la présentation d'un rapport parlementaire. Peut-être n'avez-vous pas assez de temps pour lire les rapports de vos collègues à l'Assemblée Nationale ?

En l'occurrence, il s'agit du rapport Duron qui préconise le transfert à la gestion TER d'un train, vous m'entendez bien, d'un train, un seul train par semaine, qui effectue un aller/retour Dijon-Reims le samedi pour environ 40 voyageurs. J'ai fait une photocopie des page 39 et page 105 de ce rapport afin de compléter votre information :

*« l'offre actuelle se résume à un aller-retour le samedi, réalisé avec du matériel TER, les TER réalisant ce parcours le reste de la semaine. Par souci de clarification, cette desserte [...] devrait être retirée du périmètre des lignes TET. »*

En aucun cas il ne s'agit de supprimer la ligne quotidienne Dijon-Reims, le rapport ne peut même pas le préconiser, elle est déjà gérée par la région Bourgogne.

Et je ne vous parle même pas de votre conclusion où vous laissez entendre que des gares de notre départements pourraient être supprimées. Vous voilà donc pris en plein délit de désinformation. Vous voulez faire peur, dans un but purement politicien. Vous m'accusez de mensonge et de servir les extrêmes ? Comment donc qualifier vos affirmations et déclarations inexactes ?

Vous allez nous présenter aujourd'hui le compte administratif de votre gestion. Compte important car il reflète la réalité de votre action. Quelle triste réalité ! Des baisses de budget dans des domaines stratégiques, des hausses dans des domaines secondaires pour financer vos intérêts électoraux, quelques exemples :

- moins 330 000 € d'investissement dans les centres de secours entre 2013 et 2014,
- plus de 2,5 M d'€ de déficit de fonctionnement pour Alésia,
- moins 200 000 € pour le fonctionnement des interventions sociales,
- moins 2 M d'€ d'investissement dans l'eau et l'assainissement,

et bien sur + 5,34 % des frais de communication entre 2013 et 2014 et une dette qui augmente toujours de 5 M d'€ en 2014.

Vous vous félicitez de ne pas augmenter les taux d'imposition, encore heureux après les avoir fait bondir de plus de 25% lors du précédent mandat !

Les choix que vous faites ne sont pas ceux que nous aurions fait. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans notre débat budgétaire.

Pour terminer, je souhaiterais aborder la réforme des collèges contre laquelle vous ne ménagez pas vos interventions publiques.

Il y a ici un vrai point de désaccord de fond entre nous.

Vous voulez une école élitiste, nous voulons une école pour tous, dans laquelle chaque enfant puisse s'épanouir. Il est constaté que, non seulement les élèves sont inégaux en termes d'acquis, mais que davantage d'argent public, selon la Cour des comptes, va aux écoles fréquentées par les élèves favorisés. La réforme vise à corriger cela.

Il faut arrêter de mettre en avant la question des bilangues, des élèves de latin et grec, de ne s'intéresser qu'aux meilleurs élèves. La réforme vise surtout à s'intéresser aux 20% d'élèves qui ont des difficultés. Ceux qui dénoncent cette réforme sont d'anciens bons élèves, ils défendent les leurs, leurs semblables. Mais que promet la République à un enfant qui n'a pas eu la chance de naître dans un milieu instruit ?

Nous voulons une société où règne une complète égalité des chances, une complète égalité des possibles et où il ne subsiste d'inégalités que celles qui découlent des talents.

Je constate que même au sein de votre camp, l'opposition à cette réforme vacille, car elle apporte de vraies solutions, qui devraient être consensuelle, comme par exemple les 20% d'autonomie dans les établissements scolaires. Mais par opportunité politique, vous êtes contre.

Je commençais mon allocution en disant que les temps étaient durs mais pas pour tout le monde. Face aux besoins sociaux grandissants et au besoin de puissance publique pour réduire les inégalités dans notre pays, nous ne pouvons que déplorer vos orientations. Nous militons pour un recentrage des politiques départementales, pour que nos concitoyens écorchés dans les épreuves de la vie puissent trouver auprès de nous un soutien sans faille.